



# MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Gendarmerie nationale

## MARCHÉ DE TRAVAUX À PROCÉDURE ADAPTÉE

article L.2123-1 du code de la commande publique

Référence du marché : MAPA 02 2025 RGCVL résine

### Réhabilitation des colonnes EU/EV

des bâtiments 003, 004, 005 et 006 de la caserne Martin David à Orléans (45)

## RÈGLEMENT DE CONSULTATION

### VISITE DE SITE OBLIGATOIRE

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES :

**Le lundi 30 juin 2025 à 12h00**

Valeur principale : 45261300 Travaux de garnissage et de pose de gouttières

# SOMMAIRE

---

<b>ARTICLE I - OBJET DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
I.1 - Pouvoir adjudicateur.....	4
I.2 - Site sécurisé.....	4
I.3 - Clause de confidentialité.....	4
<b>ARTICLE II - CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>5</b>
II.1 - Procédure.....	5
II.2 - Organisme passant le marché.....	5
II.3 - Service bénéficiaire.....	5
II.4 - Nature du marché.....	5
II.4.1 - Décomposition et consistance.....	5
II.4.2 - Délai d'exécution des prestations.....	6
II.4.3 - Nomenclature.....	6
II.5 - Solution de base, prestations supplémentaires et variantes.....	6
II.6 - Clause environnementale.....	6
II.7 - Clause sociale.....	7
<b>ARTICLE III - DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>7</b>
III.1 - Composition du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).....	7
III.2 - Modalités de retrait et de consultation des documents.....	7
III.2.1 - Retrait du dossier de consultation.....	7
III.2.2 - Pré-requis techniques et format des fichiers.....	7
III.3 - Modifications du DCE – Anomalies.....	7
III.3.1 - Modifications du DCE.....	8
III.3.2 - Anomalies.....	8
III.4 - Questions des candidats – Demandes de précisions.....	8
III.5 - Visite du site.....	8
<b>ARTICLE IV - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>9</b>
IV.1 - Forme juridique des candidats.....	9
IV.2 - Sous-traitance.....	9
IV.3 - Pièces à fournir.....	10
IV.3.1 - Pour la CANDIDATURE (justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat).....	10
IV.3.2 - Pour l'OFFRE.....	11
IV.4 - Conditions d'envoi ou de remise des offres.....	11
IV.4.1 - Transmission électronique.....	11
IV.4.2 - Copie de sauvegarde – Article R.2132-11 du code de la commande publique.....	12
IV.5 - Délai de validité des offres.....	13
<b>ARTICLE V - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>13</b>

V.1 - Critères d'attribution.....	13
<b>ARTICLE VI - ACHÈVEMENT DE LA PROCÉDURE</b>	<b>14</b>
Documents obligatoires pour l'attribution du marché.....	14

---

## ARTICLE I - OBJET DE LA CONSULTATION

---

Le marché répond à la réhabilitation des colonnes EU/EV par l'intérieur par projection de résine Polyuréthane des bâtiments 003, 004, 005, 006 de la caserne Martin David à Orléans (45).

Les travaux portent sur 9 entrées de bâtiments comportant 90 logements répartis sur 4 bâtiments.

Lieu d'exécution :

TRANCHES	LIEU	Adresse complète	Bâtiments concernés
FERME (TF 01)	ORLEANS	12 rue de l'Argonne 45000 Orléans	Bâtiments 3- 4 et 5 (1ère entrée)
Optionnelle 1 (TO 01)	ORLEANS	12 rue de l'Argonne 45000 Orléans	Bâtiments 5 (2é entrée) et 6

### I.1 - Pouvoir adjudicateur

Dans le cadre de ce marché, l'acheteur soit le Maître d'Ouvrage (MOA) en tant que pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du code de la commande publique est le commandant de la Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.

Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire  
07, boulevard Marie Stuart - BP 2537  
45038 ORLÉANS CEDEX 1

### I.2 - Site sécurisé

L'attention du candidat est particulièrement attirée sur le fait que les livraisons et travaux à effectuer se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre pour la sécurité.

Le candidat doit se conformer aux dispositions du Cahier des Clauses Particulières (CCP) qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter.

Pour l'exécution des prestations, l'attributaire doit respecter les mesures particulières de sécurité prévues.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès est nécessaire pour l'exécution des prestations par l'attributaire.

Celle-ci, obligatoire pour tous les intervenants au projet, est délivrée seulement après enquête de sécurité. Aussi, il appartient au candidat de prendre ses dispositions en conséquence.

L'administration peut retirer cette autorisation individuelle à tout moment sans énoncer ses motifs. Dans ce cas, le prestataire propose immédiatement un remplaçant de niveau au moins équivalent.

Les co-traitants et sous-traitants du candidat sont soumis à cette même règle.

### I.3 - Clause de confidentialité

Les informations et données dont le candidat a connaissance dans le cadre de ce marché présentent un caractère confidentiel.

Elles ne peuvent en aucun cas être communiquées à un tiers sans autorisation préalable expresse et écrite accordée par l'Administration.

Le candidat s'interdit toute communication écrite ou orale sur ce présent marché et toute remise, même partielle, de documents à un tiers sans l'accord préalable de l'Administration.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par l'Administration sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Les co-traitants et sous-traitants du candidat sont soumis à cette même règle.

## **ARTICLE II - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

---

### **II.1 - Procédure**

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 à L2123-7 du code de la commande publique et porte sur des prestations de travaux.

### **II.2 - Organisme passant le marché**

L'organisme représentant le Maître d'ouvrage (**MOA**), chargé de passer ce marché et de suivre l'exécution administrative et financière est :

Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire  
**Bureau du Budget et de l'Administration / SA**  
07, boulevard Marie Stuart - BP 2537  
45038 ORLÉANS CEDEX 1  
Tél : 02 38 52 51 06

[bba.dao.rgcvl+MP@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:bba.dao.rgcvl+MP@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

### **II.3 - Service bénéficiaire**

Les prestations sont à exécuter à l'adresse suivante :

**Caserne Martin David**  
**12 rue de l'Argonne, 45 000 ORLÉANS**

Suivi technique soit le Maître d'œuvre (**MOE**) et contact sur site :

Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire  
**Bureau de l'immobilier et du logement**  
07, boulevard Marie Stuart - BP 2537  
45038 ORLÉANS CEDEX 1  
Mail : [bil.dao.rgcvl@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:bil.dao.rgcvl@gendarmerie.interieur.gouv.fr)  
Tél : 02.38.52.51.28

### **II.4 - Nature du marché**

#### **II.4.1 - Décomposition et consistance**

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique.

Le marché est organisé par tranches désignées ci après :

TRANCHES	LIEU	Adresse complète	Bâtiments concernés
FERME (TF 01)	ORLEANS	12 rue de l'Argonne 45000 Orléans	Bâtiments 3- 4 et 5 (1ère entrée)
Optionnelle 1 (TO 01)	ORLEANS	12 rue de l'Argonne 45000 Orléans	Bâtiments 5 (2é entrée) et 6

Chaque candidat doit présenter **une offre pour l'ensemble des tranches.**

Les dispositions du présent règlement de consultation sont identiques à l'ensemble des tranches.

Les prix sont indiqués dans la Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF), annexe financière de l'acte d'engagement.

Il s'agit d'un marché unique à tranches.

#### **II.4.2 - Délai d'exécution des prestations**

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans le cahier des clauses particulières.

#### **II.4.3 - Nomenclature**

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45261300	Travaux de garnissage et pose de gouttières

#### **II.5 - Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

#### **II.6 - Clause environnementale**

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le cahier des clauses particulières (article XI du CCP), et un critère de jugement des offres. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

#### **II.7 - Clause sociale**

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué dans le cahier des clauses particulières (articles XI du CCP). Les conditions d'exécution concernent l'insertion sociale ainsi que la lutte contre les discriminations.

### III.1 - Composition du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

- Le règlement de consultation,
- L'acte d'engagement (ATTR1) et ses annexes
  - Annexe 1 – DPGF (bordereau de prix global forfaitaire)
  - Annexe 2 - Cadre de réponse technique
  - Annexe 3 – Fiche contacts société
  - Annexe 4 - Attestation de visite, déclinée pour chaque tranche
  - Annexe 5 – Attestation de confidentialité
- Le présent cahier des clauses particulières,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-TVX 2021)

### III.2 - Modalités de retrait et de consultation des documents

#### III.2.1 - Retrait du dossier de consultation

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'État (« PLACE ») via la **référence MAPA 02 2025 RGCVL résine**: [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Cette plateforme autorise les retraits anonymes des dossiers de consultation mais le pouvoir adjudicateur préconise l'identification des candidats avec **une adresse courriel électronique valide** permettant une correspondance électronique de façon certaine, notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Si le téléchargement du DCE se fait anonymement, ou si les changements d'adresse mail ne sont pas répercutés sur la plateforme de dématérialisation, les soumissionnaires ne pourront être informés des éventuelles modifications de la consultation et devront en assumer l'entière responsabilité.

**Attention** : les courriels de la plateforme peuvent être réceptionnés dans les spams de la boîte mail, le candidat doit donc être vigilant sur la réception de ces mails et s'assurer de la bonne configuration de sa messagerie.

#### III.2.2 - Pré-requis techniques et format des fichiers

Le candidat devra se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation pour toute action sur ledit site.

Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Le candidat a la possibilité de consulter les avis publiés sur le site, retirer le DC et poser des questions sur le DC. Un guide d'utilisation est également disponible sur le site dans la rubrique « aide ».

Afin de pouvoir lire les documents mis à disposition par la personne publique, le candidat devra disposer d'un outil ZIP (lecture et création) et pouvoir lire les fichiers PDF des logiciels permettant de lire les formats ou extensions suivants : « doc » « odt » « xls » « ods » « pdf » « dxf » « plt » « dwg ».

### III.3 - Modifications du DCE – Anomalies

#### III.3.1 - Modifications du DCE

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 (sept) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **III.3.2 - Anomalies**

Le candidat est invité à signaler les éventuelles anomalies, imprécisions, erreurs ou contradictions qu'il pourrait déceler dans le dossier de consultation, pour qu'elles puissent être rectifiées avant la clôture de la consultation.

Pour ce faire, les signalements sont à envoyer via le bouton « poser une question » sur le lien de la consultation du site de la PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier ou non le dossier de consultation (DCE) en conséquence.

### **III.4 - Questions des candidats – Demandes de précisions**

Les questions et les demandes de renseignements complémentaires, rédigées entièrement en langue française, sont à envoyer via le bouton « poser une question » sur le lien de la consultation du site de la PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

La réponse s'effectuera via ce service.

Les questions doivent être posées au plus tard 10 (dix) jours calendaires avant la date limite de réception des offres pour permettre une éventuelle diffusion de la réponse à tous les candidats potentiels dans de bonnes conditions.

Il ne sera répondu à aucune question qui ne serait pas posée dans les conditions décrites ci-dessus.

### **III.5 - Visite du site**

Chaque candidat procédera à la **visite obligatoire** du site à l'issue de laquelle lui sera remis une **attestation de visite contre-signée** par le responsable de site (ou toute autre personne du site) qui devra être jointe à son dossier d'offre.

Pour l'organisation et la planification des visites, le soumissionnaire contactera par mail le BIL de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire qui assure le suivi technique à l'adresse suivante : [bil.dao.rgcvl@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:bil.dao.rgcvl@gendarmerie.interieur.gouv.fr) au moins cinq (5) jours calendaires avant la date envisagée.

**Toute question en cours ou consécutive à cette visite devra faire l'objet d'une demande écrite sur le site PLACE. Les questions posées par une autre voie ne seront pas traitées.**

En conséquence, **aucune information ne pourra être donnée directement au cours de la visite.**

Les entreprises soumissionnaires seront obligatoirement accompagnées par un représentant de la gendarmerie pendant la totalité de la visite du site.

En effectuant la visite du site, et de ce fait avant de remettre leur offre, les entreprises soumissionnaires reconnaissent avoir pris connaissance notamment :

- Des difficultés de circulation à l'intérieur du site et d'accès aux zones de travaux ;
- de la position et de l'état de conservation des ouvrages à déposer et des ouvrages maintenus ;
- des conditions de stockage ;
- des accès au site, des largeurs et de l'état des voies de desserte ;
- des possibilités de stationnement et de giration, des véhicules légers, des camions et des engins ;



- des interdictions de nuisance vis-à-vis des tiers, bâtiments, voisins ;
- des contraintes de service.

En conséquence, les prix tiennent compte de toutes les contraintes particulières découlant des caractéristiques du site et de son environnement. L'entreprise titulaire du présent marché ne pourra en aucun cas prétendre à une quelconque indemnité en les évoquant.

Les visites sont exécutées dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent. Les dispositions particulières d'exécution liées à ces mesures de sécurité sont les suivantes :

1. Compte tenu du contexte sécuritaire actuel et conformément au code de la sécurité intérieure (notamment art. L114-1, L234-1 et 2 et R114-4), l'autorisation d'accès à l'emprise militaire est subordonnée à la réalisation préalable d'une enquête administrative de sécurité.

2. Dans ce cadre, le titulaire adressera par mail la liste des personnes visitant le site, en mentionnant leur nom, prénom, lieu et date de naissance, et, dans un deuxième temps, les aviser nominativement que ce contrôle aura lieu. Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE "la durée de conservation des données est limitée au strict minimum" soit durant la consultation et l'exécution du marché.

**En cas d'absence de visite du site, l'offre sera rejetée.**

## **ARTICLE IV - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

---

**Les documents du dossier de consultation ne doivent en aucun cas être modifiés.** Toute modification de ces documents entraînera le rejet et la nullité de l'offre.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager la société.

Les offres doivent être entièrement rédigées en langue française. En cas de documents rédigés dans une autre langue que le français, le candidat doit joindre une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### **IV.1 - Forme juridique des candidats**

Le candidat pourra répondre soit sous la forme d'un contractant unique regroupant toutes les compétences nécessaires, soit sous la forme de membre d'un seul groupement. Il ne peut donc cumuler les deux qualités. Dans l'hypothèse d'un groupement, un même candidat qu'il soit mandataire ou co-traitant, ne pourra faire partie que d'un seul groupement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats uniques et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est le groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'exposé ci-avant.

### **IV.2 - Sous-traitance**

L'offre, qu'elle soit présentée pour un seul candidat ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus. Elle devra en sus, indiquer les prestations (et leurs montants) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui exécuteront les prestations.

Le candidat s'engage, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, à produire le ou les contrats de droit privé passé(s) avec son ou ses sous-traitants proposés.

Le titulaire du marché, qui veut en sous-traiter une partie, demande au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

### IV.3 - Pièces à fournir

Remarque : Il n'est pas demandé aux candidats de renvoyer signé l'ensemble des documents composant le dossier de consultation. Le fait d'avoir transmis une réponse atteste que le candidat a pris connaissance de tous les documents du marché et l'engage.

Le dossier à remettre par les concurrents comprendra les pièces suivantes.

IV.3.1 - Pour la **CANDIDATURE** (justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat)

➡	DC 1*	OU	- Lettre de candidature - Déclaration sur l'honneur (forme libre) faite par le candidat conformément à l'article R.2143-3 du code de la commande publique.	OU	DUME**
➡	DC 2*	OU	- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels. - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.	OU	

\* imprimés téléchargeables dans leurs dernières versions disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

\*\* le Document Unique de Marché Européen (DUME) (article R.2143-4 du code de la commande publique) Le candidat peut se référer au support de formation du profil acheteur (PLACE) pour renseigner son DUME cf. le guide d'utilisation à télécharger ici : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

➡	Document relatif aux <b>pouvoirs</b> de la personne habilitée pour engager le candidat ( <i>en cas de groupement, pour chacune des entreprises</i> ).
➡	<b>Liste des prestations similaires</b> exécutées au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution indiquant le montant, l'époque, le lieu d'exécution, et précisant si elles ont été effectuées selon les règles de l'art et menées régulièrement à bonne fin.
➡	Certificats de <b>qualifications RGE</b> en cours de validité
➡	En cas de sous-traitance au stade de la candidature, le candidat joint : <ul style="list-style-type: none"> <li>soit le formulaire DC4 dûment complété (formulaire disponible à l'adresse suivante : <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a>)</li> <li>soit une attestation de mise à disposition du sous-traitant par laquelle le candidat indique qu'il bénéficiera des moyens du sous-traitant pour l'exécution du marché avec les prestations (et leurs montants) envisagées, la dénomination et la qualité du sous-traitant.</li> </ul> Dans tous les cas, le candidat joint à son dossier de candidature les documents exigés pour la vérification des garanties professionnelles, techniques et financières.
➡	Si le candidat est en redressement judiciaire ou sous le coup d'une procédure étrangère équivalente, il fournira la copie du ou des jugements prononcés.

En complément, il est possible d'anticiper la remise des pièces suivantes dès la candidature :

➡	Les pièces mentionnées aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
➡	Les attestations et/ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant la satisfaction des obligations fiscales et sociales de moins <b>de 6 mois</b> .
➡	L'attestation d'assurance en cours de validité. La garantie devra être suffisante pour couvrir les risques liés à l'exécution des prestations
➡	Un relevé d'identité bancaire.

#### IV.3.2 - Pour l'**OFFRE**

➡	<b>Acte d'engagement (ATTRI1)</b> A compléter, dater et, éventuellement, signer par les représentants qualifiés et habilités de toutes les entreprises ayant vocation à être titulaire du marché.
➡	<b>Annexe 1 Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) <u>intégralement complété</u></b> sous format tableur et pdf
➡	<b>Annexe 2 Cadre de réponse technique</b>
➡	<b>Annexe 3 Fiche contacts</b>
➡	<b>Annexe 4 Attestation de visite par tranche, datée et signée</b>

#### IV.4 - Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les offres doivent parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception indiquées sur la page de garde du présent document.

##### IV.4.1 - Transmission électronique

**La remise des offres par voie électronique est obligatoire.**

Aucune offre papier ne sera, par conséquent, prise en compte (Hormis copie de sauvegarde).

Le candidat doit déposer sa candidature et son offre exclusivement via la plateforme PLACE – <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Pour se faire le candidat peut se référer au guide d'utilisation de la plateforme disponible sur ce site.

La consultation du marché peut notamment être retrouvée en indiquant la référence **MAPA012024RGCVLITE** dans le moteur de recherche de la plateforme PLACE – <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Chaque candidat veillera à la bonne transmission de son offre signalée par un accusé de réception électronique.

Le candidat doit donc tenir compte des aléas des envois électroniques et des délais nécessaires pour s'assurer de la transmission électronique de son pli avant les date et heure limites de réception prévues. Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Le pli électronique est considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limite de réception des offres.

Afin de limiter les problèmes techniques lors du dépôt électronique, l'attention des candidats est attirée sur les points suivants :

- L'importance du nommage des fichiers par des intitulés les plus courts possibles,
- Proscrire les accents dans les noms de fichiers et plus généralement tous les symboles et caractères spéciaux,
- Ne pas utiliser les .exe et les macros,
- Respecter les recommandations formulées par la plate-forme de dématérialisation des offres lors du processus d'envoi (dossier d'offre au format compressé .zip).

Conformément à l'article R.2151-6 du code de la commande publique : « *Le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres* ».

**Au stade de dépôt des plis, l'ensemble des pièces de l'offre du candidat n'ont pas à être obligatoirement signées.**

**La signature de l'acte d'engagement interviendra au moment de l'attribution du marché.**

#### **IV.4.2 - Copie de sauvegarde – Article R.2132-11 du code de la commande publique**

##### **facultatif**

Le pli électronique peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, sur support physique électronique ou sur support papier.

La copie de sauvegarde sera ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement :

- la mention « copie de sauvegarde »,
- le nom du candidat,
- l'identification de la procédure (MAPA 02 2025 RGCVL résine ).

Cette copie de sauvegarde peut être :

- soit envoyée en lettre recommandée avec accusé de réception, à **l'adresse postale** ci-dessous :

Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire  
Bureau du Budget et de l'Administration / SA  
07, boulevard Marie Stuart - BP 2537  
45038 ORLÉANS CEDEX 1

- soit livrée ou déposée contre récépissé sous enveloppe aux horaires d'ouverture de l'accueil, à l'**adresse physique** ci-dessous :

Région de gendarmerie du Centre-Val de Loire  
Bureau du Budget et de l'Administration / SA  
07, boulevard Marie Stuart - BP 2537  
45038 ORLÉANS CEDEX 1

#### IV.5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **cent vingt jours (120) jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

### ARTICLE V - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'examen des candidatures et des offres est effectué dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

#### V.1 - Critères d'attribution

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'art. R.2152-6 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres de la meilleure (note la plus proche de 100) à la moins bonne (note la plus proche de 0).

Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse s'effectue pour chacun des trois (3) lots, sur l'application des critères de notations suivants :

Critères	Pondération	Précision sur la pondération
1) prix	40	Prix de la DPGF
2) valeur technique de l'offre	55	<p>Selon cadre de réponse :</p> <p>2.1 Moyens humains et matériels dédiés au marché (sur 10 points)</p> <p>2.2 Matériaux ( sur 10 points)</p> <p>2.3 Méthodologie d'exécution (sur 10 points)</p> <p>2.4 Références de chantiers en projection de résine Polyurée-Uréthane en habitat social avec attestations de travaux signées du MOA &gt; minimum 15 références de chantiers (sur 5 points)</p> <p>2.5 Délai d'intervention (10 points)</p> <p>2.6 Avis technique CSTB (5 points)</p> <p>2.7 Gestion du SAV - Délai d'intervention et description de l'organisation de l'entreprise pour la réalisation du SAV (5 points)</p>

3) démarches environnementales et sociales	4	Selon cadre de réponse :  3.1 Mesures de protection de l'environnement (sur 2 points) 3.2 Justificatifs de mise en œuvre de clause sociale et respect en matière d'égalité professionnelle (sur 2 points)
4) respect du formalisme	1	Respect et transmission du cadre de réponse (1 point)
<b>Note finale sur</b>	<b>100</b>	

Le cadre de réponse technique fourni aux candidats dans le dossier de consultation des entreprises (DCE) indique les sous-critères de la valeur technique, de la clause environnementale et sociale.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

## **ARTICLE VI - ACHÈVEMENT DE LA PROCÉDURE**

### **Documents obligatoires pour l'attribution du marché**

Conformément aux critères précités, l'offre la mieux-disante est retenue à titre provisoire.

Le candidat devra alors produire dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur :

- Les pièces mentionnées aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail,
- Les attestations et/ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant la satisfaction des obligations fiscales, sociales (- **de 6 mois**),
- Les attestations d'assurance : la garantie devra être suffisante pour couvrir les risques liés à l'exécution des prestations
- Un relevé d'identité bancaire.

NB : Le candidat peut anticiper la remise de ces pièces en les joignant à son dossier de candidature.

Si ces documents ne sont pas présentés par le candidat dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée (article R.2144-7 du code de la commande publique). Le pouvoir adjudicateur présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.